



IndependentWHO
c/o Eric Peytremann
54 rue Ernest Bloch
1207 Genève

Dr Margaret Chan
Directrice-Générale
Organisation Mondiale de la Santé
Avenue Appia
1211 Genève 27

11 mars 2013

Concerne: Demande urgente de rencontre avec des représentants des associations citoyennes pour discuter des violations du droit à la santé liées à la catastrophe nucléaire de Fukushima, au Japon.

Madame la Directrice-Générale de l'OMS,

Lors de notre rencontre le 4 mai 2011, vous aviez demandé à IndependentWHO¹ de vous fournir des informations « alternatives », pertinentes et appropriées, émanant de nos réseaux au sujet des rayonnements et la santé, en reconnaissant le fait que l'Organisation Mondiale de la Santé sollicite des *informations d'un maximum de sources fiables possibles*. Vous aviez remarqué que nous avons un meilleur accès que vous aux réseaux alternatifs, notamment dans les domaines scientifiques et citoyens.

Avec cette lettre, vous trouverez des liens internet donnant accès à des rapports relatifs aux violations au droit à la santé (Annex 1) ainsi qu'une liste des points essentiels (Annex 2) du Communiqué de Presse² du Rapporteur Spécial au Droit à la Santé, M. Anand Grover, émis à l'occasion de sa visite au Japon en novembre 2012.

Les données que nous vous fournissons révèlent une divergence significative entre les rapports émanant du gouvernement japonais et TEPCO³, et les rapports émanant de scientifiques et d'associations citoyennes indépendantes. Les déclarations de M. Grover viennent renforcer les rapports et les plaintes de la société civile et indique des manquements, des négligences, et une désinformation officielle en provenance du gouvernement japonais en ce qui concerne la radioprotection de la population.

Pour remplir ses obligations constitutionnelles vis à vis des victimes de la catastrophe de Fukushima, l'OMS doit prendre en considération les données émanant de toute source fiable, afin d'évaluer les véritables conséquences sanitaires, actuelles et futures, et d'élaborer un plan d'assistance pour assurer la radioprotection efficace à la population.

¹ Collectif Santé et Nucléaire – pour l'Indépendance de l'OMS (IW)

² <http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=12831&LangID=E>

³ Tokyo Electric Power Company

En ce qui concerne les conséquences sanitaires, nous sommes consternés de constater que l'Évaluation des risques sanitaires par l'OMS (qui vient d'être publiée) se fonde sur l'Estimation préliminaire des doses par l'OMS, un document qui a été élaboré par des experts qui ont tous des liens avec l'« establishment » nucléaire, en majorité celui de l'AIEA. Ce dernier document a été largement critiqué,⁴ surtout à cause de conflit d'intérêt et de manque d'indépendance.

Au Japon et ailleurs, les citoyens ne font plus confiance aux autorités nucléaires nationales et internationales. Nous sommes convaincus que, pour ce qui a trait à la radiation et à la santé aujourd'hui, l'OMS doit affirmer son indépendance, prendre ses responsabilités en tant qu'autorité internationale dans le domaine de la santé et travailler avec les associations citoyennes et les instituts et chercheurs médicaux et scientifiques indépendants.

Nous vous demandons qu'une rencontre soit organisée avec vous aussi rapidement que possible et en tout cas, avant l'Assemblée Mondiale de la Santé de mai 2013, avec des représentants d'associations⁵, des élus et si possible M. Grover lui-même pour en discuter.

Nous vous prions de recevoir, Madame la Directrice-Générale, l'expression de nos meilleurs sentiments.

Eric Peytremann

Pour IndependentWHO – Collectif Santé et Nucléaire

Annexes: mentionnées

Copies:

Anand Grover, UN Special Rapporteur on the Right to Health

Rémy Pagani, Mayor of Geneva

Katsutaka Idogawa, the former mayor of Futaba Town in Fukushima

Commission de Recherche et d'Information Indépendante sur la Radioactivité (CRIIRAD) France

International Physicians for the Prevention of Nuclear War (IPPNW)

Greenpeace (International)

IndependentWHO Collective on Health and Nuclear Power

The Fukushima Network for Saving Children from Radiation

Citizens against Fukushima Ageing Nuclear Power Plants (Fukuro-no-Kai)

Green Action

Human Rights Now

Human Rights Watch

Osaka Citizens against the Mihama, Oi and Takahama Nuclear Power Plants (Mihama-no-Kai)

Greenpeace Japan

Citizen's Radioactivity Measuring Station (CRMS),

University of Tokyo Nuclear Disaster Support Forum,

Fukushima University Forum on Nuclear Disaster,

Association for Citizens and Scientists Concerned about Internal Radiation Exposures (ACSIR),

The Committee for Citizen Scientist Network for Radiation Protection(CSRP)

Pediatricians' Network for Saving Children from Radiation,

3.11 life-note Project for Saving Children-future from Low-dose exposure

Fukushima Health Consultation Meeting,

Parents' Network Protecting Lives of High School Children,

Workers' Executive Committee For Anti-nuclear Power Movements, Inter-Faith

Forum for Review of National Nuclear Policy, Peace and Environmental Advocacy for the Child

⁴ Rosen, Alex. *Analysis of WHO Report on Fukushima catastrophe*. 3 August 2012. <http://www.fukushima-disaster.de/information-in-english/maximum-credible-accident.html>

⁵ Delegation à déterminer mais comprenant si possibles des représentants de : CRMS, Japan (Citizen Radiation Monitoring Station); CRIIRAD, France (Commission de Recherche et d'Information Indépendante sur la Radiation ; IPPNW, Greenpeace; IndependentWHO - Collectif Santé et Nucléaire.

Zensekiyu Showa Shell Labor Union
Midori Fukushima

The Fukushima Collective Evacuation Trial Team
World Network for Saving Children from Radiation
Niji to midori no kai
Fukushima Women's Association for the Protection of Children

Annex 1

Selection of Reports from citizen associations on human rights violations

Human Rights Now (HRN) submitted the following statement to the Human Rights Council, 22nd Regular Session, 25 February to 22 March 2013:

NGOs Call for Immediate Action to Protect the Right to Health and Life of Women and Children Affected by the Nuclear Accident in Fukushima, Japan

http://hrn.or.jp/eng/activity/IWHO%20Human%20Rights%20Now%20HRC%20submission%20Fukushima_en.pdf

Human Rights Watch published the following article on 9 March 2012.

*Japan: a year after Fukushima, response falls short
Disclose detailed information about health, food safety*

<http://www.hrw.org/news/2012/03/09/japan-year-after-fukushima-response-falls-short>

The Fukushima Network for Saving Children from Radiation submitted an appeal to the UN Office of the High Commissioner for Human Rights, 17 August 2011

Violation of the Human Rights of the Children of Fukushima

<http://fukushima.greenaction-japan.org/2011/08/17/japanese-ngos-urge-un-to-investigate-violation-of-children%E2%80%99s-human-rights-in-fukushima/>

Annexe 2

Questions et critiques⁶ mentionnés dans la déclaration de M. Anand Grover à Tokyo, le 26 novembre 2012

- Les résidents locaux n'ont pas été mis au courant des plans de gestion d'un désastre nucléaire. M. Grover a émis cette mention spécifique "*les résidents locaux de la ville, de Futaba dans Fukushima ont été amenés à croire selon l'Accord de Sécurité signé en 1991 que l'usine TEPCO était sûre et qu'il n'y aurait aucun risque d'accident nucléaire.*"
- Le NRA, la nouvelle agence réglementaire nucléaire du Japon devrait adopter pour politique de divulguer tous conflits d'intérêts de ses membres ou de ses membres potentiels.
- Le gouvernement n'a pas donné d'instructions, ni distribué d'iode stable à la population

⁶ <http://www.simplyinfo.org/?p=8403>

affectée. Néanmoins, quelques municipalités ont distribué des comprimés d'iode stables de la façon ad hoc.

- Le gouvernement n'a pas rendu publiques les données de SPEEDI, alors qu'il était crucial de fournir ces informations pour que les gens puissent évacuer en sécurité.
- Le gouvernement a utilisé une dose de radiation de 20 mSv/an pour déterminer des zones d'évacuation: ce niveau est trop haut.
- Un certain nombre de publications du gouvernement, y compris des livres scolaires, ont informé le public qu'il n'y avait aucune preuve claire de risque direct de cancer pour une personne exposée jusqu'à 100 mSv/an de radiation. Ceci n'est pas admis par la recherche médicale.
- Le seuil de 20 mSv/an viole en fait la loi japonaise de 1972 sur les expositions des travailleurs nucléaires et du public. La loi autorise 2 mSv/an maximum pour les femmes enceintes.
- Le niveau d'évacuation obligatoire à Tchernobyl était de 5 mSv/an, le Japon ne suit pas ce niveau historique de sécurité.
- Ce cancer et d'autres maladies pourraient survenir pour des doses basses de radiations, inférieures à 100 mSv/an. Selon les études, il n'y a aucune limite basse de seuil pour l'occurrence de maladies.
- Les stations de contrôle des radiations gouvernementales sont imprécises et les émissions artificiellement basses. Des lectures de radiation indépendantes validées incluant celles effectuées par le public devraient être incluses et rendues publiques.
- Le gouvernement devrait contrôler l'impact de radiation sur la santé des gens dans des zones affectées par les radiations à travers un dépistage holistique et complet et fournir le traitement approprié. L'enquêteur spécial n'a pas spécifiquement établi que le *Fukushima Health Survey* devrait être commis pour le faire.
- Les contrôles de santé devraient être étendus à toutes les zones qui ont été affectées par la radiation.
- L'enquête de santé actuelle est trop étroite et s'appuie sur un ensemble étroit de données de Tchernobyl et ignore un grand ensemble de preuves qui montre que le cancer ainsi que d'autres maladies apparaissent dans des situations de radiation de faible dose, même dans les zones d'exposition inférieures à 100 mSv/an.
- Le gouvernement devrait conduire une étude qui impliquerait l'examen et le contrôle d'irradiation interne pendant une période considérable.
- Les enfants qui ont des anomalies de la thyroïde se voient refuser l'accès à un deuxième avis et à leur dossier médical.
- Le gouvernement doit fournir une surveillance sanitaire à tous les travailleurs nucléaires, le système actuel et le système de sous-traitant échouant à réaliser ceci
- Les centres d'évacuation ont échoué à répondre aux besoins des handicapés et des femmes avec de petits enfants
- Le gouvernement doit mieux faire respecter les normes de sécurité alimentaire par rapport à la contamination de la nourriture par les radiation .
- L'enquêteur a applaudi aux efforts pour décontaminer le sol, mais a condamné les efforts gouvernementaux divers pour faire faire le travail de décontamination par les résidents, de même en ne leur fournissant pas l'équipement nécessaire à leur sécurité ou des informations sur les effets nuisibles de l'irradiation.
- L'enquêteur encourage le Gouvernement à continuer et-ou rétablir l'assistance financière et les subventions à tous les évacués pour qu'ils puissent prendre une décision volontaire d'évacuer ou de retourner dans leur maison, s'ils veulent faire ce choix.
- Le système des droits de l'homme prévoit la responsabilité de ceux qui ont provoqué la situation. L'enquêteur a spécifiquement déclaré que TEPCO devrait être tenu pour responsable et que les gens ne devraient pas en fin de compte endosser cette responsabilité.
- Les gens touchés par le désastre n'ont pas actuellement voix au chapitre dans ce qui est décidé et ce qui leur arrive. L'enquêteur a déclaré que ceci doit changer.